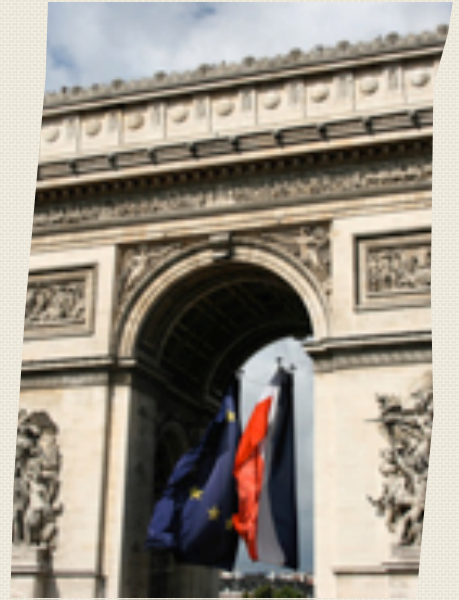


# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 6 DECEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) **L'ultralibéral ???!**
- 2) **Le remaniement à venir**
- 3) **Fin de la récré !**
- 4) **La bataille est ouverte**
- 5) **Il va quitter Matignon**
- 6) **La Loi travail s'attaque aux handicapés...**



Gérard Diez La Presse en Revue

**I ) Manuel Valls candidat à la primaire de gauche : la course d'obstacles commence**



Manuel Valls à Alfortville, le 21 novembre 2016 (T. SAMSON/AFP)



Le Premier ministre annoncera sa candidature à la primaire de la gauche à 18h30 depuis son fief d'Evry. Le début d'un parcours semé d'embûches.

**N**ous y voilà. François Hollande hors course, Manuel Valls annoncera ce lundi 5 décembre à 18h30 depuis son fief d'Evry sa candidature à la primaire de la gauche. Il devrait parallèlement quitter Matignon. Cette candidature ne surprend personne, tant Manuel Valls ne cachait plus son jeu ces dernières semaines. Mais la bataille à gauche est elle loin d'être gagnée pour l'ancien maire d'Evry. Pour remporter la primaire des 22 et 29 janvier, il va non seulement devoir assumer et défendre le bilan de ce quinquennat, mais aussi et surtout réussir à rassembler les socialistes, alors qu'il les a plutôt divisés jusque là...

### **Assumer le lourd héritage du quinquennat Hollande**

A Matignon depuis 2014 après un passage par la place Beauvau, Manuel Valls possède un avantage sur ses probables concurrents de la primaire : son expérience, qui lui confère une stature d'homme d'Etat. Mais cet avantage est une arme à double tranchant : du fait de sa position, l'ancien député de l'Essonne est tout aussi comptable du bilan de ce quinquennat que François Hollande...

Ce bilan, Manuel Valls répète depuis quelques jours qu'il en est fier et qu'il compte le défendre. Mais ce ne sera pas simple tant l'action de son gouvernement est loin de faire l'unanimité à gauche.

"Si François Hollande fait le constat que sa ligne politique ne lui permet pas de rassembler la gauche, le Premier ministre devrait suivre, puisqu'ils forment un couple indissociable", a d'ailleurs ironisé le député "frondeur" Pascal Cherki, sur RFI.

Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, ses probables adversaires à la primaire, ne devraient pas manquer d'exploiter cette faiblesse, eux qui sont sortis du gouvernement Valls sur fond de désaccords politiques, et qui ne cessent de taper sur les mesures économiques prises depuis 2014. Prendre ses distances avec ce bilan sera d'autant

plus difficile pour Manuel Valls qu'il a été le moteur d'un certain nombre des décisions qui ont été le plus vivement critiquées par son camp, tels le recours au 49-3 sur la loi Travail ou encore la déchéance de nationalité.

### **Après avoir clivé la gauche, il va devoir la rassembler**

A gauche et au sein du PS, Manuel Valls a toujours cherché à se distinguer, quitte à cliver. C'est même en s'affranchissant de la ligne de son parti qu'il s'est peu à peu fait connaître. En 2009, il avait proposé de débaptiser le PS, estimant que le mot "socialisme" était "dépassé". Lors de la primaire 2011, à l'issue de laquelle il n'était pas parvenu à faire mieux que 5,6%, il avait revendiqué une orientation très libérale, remettant en cause, par exemple, les 35 heures.

A la tête du gouvernement, Manuel Valls n'a pas vraiment changé de stratégie. Sa politique – sociale-libérale sur le plan économique, dure sur le régaliens – n'a cessé de crisper son camp. La majorité socialiste fut même, à plusieurs reprises, au bord de la rupture. Par deux fois, les députés "frondeurs" ont échoué de peu à déposer une motion de défiance à l'encontre du gouvernement. Une division que le chef de la majorité a même parfois semblé assumer, en parlant de "deux gauches irréconciliables" en février dernier.

Comment rassembler, quand une telle stratégie de rupture a été le maître mot pendant tant d'années ? Le défi est immense pour Manuel Valls. Outre l'hostilité des proches de Martine Aubry ("l'erreur historique de ce quinquennat, c'est lui", pestait un aubryste, cité par le "JDD"), le Premier ministre va devoir aussi surmonter celle de certains "hollandais", qui ont peu apprécié les récents coups de pression lancés par le Premier ministre au président de la République.

Pour rassembler, Manuel Valls a déjà commencé à adoucir quelque peu son discours. "L'islam certes rencontre et pose des défis considérables à nos sociétés mais il n'est pas le problème", avait lancé le chef du gouvernement à Evry, en octobre, loin de ses envolées habituelles sur ce thème. "C'est un programme brutal qui s'attaque à notre modèle social, à l'État, aux services publics, aux fonctionnaires, aux policiers, aux enseignants, aux infirmières", a-t-il déclaré pendant l'entre-deux-tours de la primaire de la droite au sujet du projet de François Fillon, histoire de donner des gages à la gauche. Terminées, enfin, les sorties sur les 35 heures. Manuel Valls préfère défendre désormais la création d'un revenu universel.

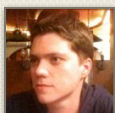
## Montebourg et Macron, deux rivaux décidés à lui barrer la route

Dernière difficulté pour Manuel Valls : la concurrence. A sa gauche, Arnaud Montebourg, son ancien ministre, avec qui il n'avait pas hésité à intriguer en 2014 pour prendre le place de Premier ministre à Jean-Marc Ayrault, avant d'éjecter du gouvernement le défenseur du "Made in France" quelques mois plus tard. Sur sa droite, Emmanuel Macron, qui lui conteste depuis des mois le rôle de réformateur et de "briseur" des totems de la gauche (35 heures, Code du travail...).

La menace Montebourg est la première qu'il va devoir écarter. Alors que le bilan du gouvernement est loin d'avoir convaincu, ce dernier attaque frontalement. Il ne cesse de multiplier les coups contre la politique menée depuis plus de deux ans par François Hollande et Manuel Valls. Sur une même ligne depuis 2012, l'ex-ministre du Redressement productif pourrait apparaître bien plus crédible aux yeux de nombreux électeurs du PS pour rassembler son camp et défendre les valeurs de la gauche. Longtemps assimilé à l'aile droite du PS, Manuel Valls a certes commencé à modérer son discours et donner des gages à la gauche. Mais ce repositionnement tardif pourrait ne pas suffire à convaincre le peuple de gauche.

Avec Emmanuel Macron, la rivalité est encore plus féroce, tant les deux hommes ont longtemps semblé convoiter le même créneau. Comme Manuel Valls il y a quelques années, le leader de En Marche ! défend des idées libérales et prend ses distances avec les dogmes socialistes. Son envol a eu une conséquence : ringardiser le Premier ministre, ancien empêcheur de tourner en rond à gauche. Si Emmanuel Macron n'est pas une menace immédiate – ce dernier a répété qu'il ne participerait pas à la primaire –, il est un concurrent à ne pas négliger pour 2017. Crédité de 13 à 15% d'intentions de vote selon les sondages, il pourrait bientôt bénéficier du ralliement de certains "hollandais", et contribuer à affaiblir et diviser le PS.

Pour Manuel Valls, le plus dur ne fait vraiment que commencer...



Sébastien Billard Journaliste

## II) Hollande tenté de régler ses comptes avec le remaniement

**En cas de démission de Manuel Valls, qui doit annoncer lundi sa candidature à la primaire socialiste, le président devrait nommer un fidèle à Matignon pour finir son quinquennat.**

LE MONDE Par Bastien Bonnefous



François Hollande, à Abou Dhabi, le 3 décembre. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

**« Président j'étais, président je suis, président je serai. Rien n'a changé », a glissé François Hollande, samedi 3 décembre, avant de quitter le sol des Emirats arabes unis pour rentrer à Paris. Le remaniement gouvernemental qui s'annonce dans les prochains jours – il pourrait intervenir mardi ou mercredi – va être l'occasion de le prouver.**

L'entourage du président a fait savoir que le choix du chef du gouvernement pour succéder à Manuel Valls, une fois que celui-ci sera candidat à la primaire socialiste, relèvera uniquement de la volonté présidentielle. Une manière de sous-entendre que M. Valls n'aura pas son mot à dire quant à l'identité de son successeur.

Le dernier premier ministre du quinquennat doit répondre à des critères précis dans l'esprit de M. Hollande : « Efficacité, cohésion et confiance », liste son entourage.

Mais les noms qui circulent prouvent que le président de la République, durant les cinq derniers mois de son mandat et alors que plus aucun texte d'importance doit être examiné au Parlement, n'a pas forcément l'intention de former un gouvernement qui pourrait venir en aide à M. Valls dans la primaire.

## Solder des comptes

Ainsi, Jean-Yves Le Drian ne semble pas le mieux placé pour déménager à Matignon. Son rôle au ministère de la défense reste clé alors que la France est toujours engagée dans la lutte contre le terrorisme en Syrie et en Irak. Par ailleurs, il préside également la région Bretagne.

Cumuler avec Matignon serait d'un mauvais effet pour un président qui se targue d'avoir mené la réforme du non-cumul des mandats. Mais surtout, M. Le Drian a poussé pour que le chef de l'Etat ne se représente pas, lui préférant M. Valls. Une inclination dont il pourrait pâtir. « Valls aimerait assez que ce soit Le Drian, pas sûr que Hollande lui fasse ce plaisir », expliquait ce week-end un ami du chef de l'Etat.

Le favori pour Matignon reste le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve. Mais quitter la Place Beauvau alors que le risque d'un attentat reste élevé pose problème. Au point que l'hypothèse de cumuler exceptionnellement les deux fonctions a été étudiée.

Pour lui succéder à l'intérieur, d'autres noms sont néanmoins évoqués, comme celui du maire de Dijon, François Rebsamen, ou du ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. Deux fidèles du chef de l'Etat. M. Le Foll est également cité pour Matignon, comme la ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, ou encore la ministre de l'éducation, Najat Vallaud-Belkacem.

Signe que M. Hollande pourrait solder des comptes à l'occasion du remaniement, le maintien de ministres PRG est questionné, après l'annonce de la candidature à la présidentielle de Sylvia Pinel. Tout comme celui de Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et très proche de M. Valls.

« Hollande a envie d'avoir autour de lui des gens en qui il a totalement confiance », prévient un de ses interlocuteurs, qui ajoute, acide : « Dommage qu'Ayrault ait déjà été premier ministre, sinon ça aurait pu être la petite tape de Hollande sur l'épaule de Valls pour lui dire qu'il n'oublie rien. »



Bastien Bonnefous  
Journaliste au Monde

## III) L'élection présidentielle arrivant, il est temps que la fin de la récréation soit sifflée

**L'image d'un président grave annonçant qu'il ne sera pas candidat et le lendemain celle un premier ministre visiblement réjoui comme un enfant d'avoir pris sa place : c'est la dernière récréation de la Vème République.**

Dominique Chagnollaud de Sabouret  
Président du Cercle des Constitutionnalistes



Philippe Wojazer / Reuters  
François Hollande et Manuel Valls à la sortie du conseil des ministres, le 30 novembre 2016. REUTERS/Philippe Wojazer

Après des déclarations du Premier ministre laissant entendre qu'il pourrait être candidat contre le Chef de l'Etat, suivies d'un déjeuner qui a finalement permis selon certains médias d'empêcher une "crise de régime" (sic) mais en fin de repas, l'image d'un président grave annonçant qu'il ne sera pas candidat et le lendemain celle un premier ministre visiblement réjoui comme un enfant d'avoir pris sa place : c'est la dernière récréation de la Vème République retransmise par l'info en continu et qui doit sûrement renforcer le crédit de nos institutions dans les villes et les campagnes. Elles suivent la parution de ce fameux livre de deux journalistes qui refusent au futur président de la République le droit de relire ses propos: "De toute façon, ce n'était pas négociable".

La décision du Chef de l'Etat de ne pas briguer un nouveau mandat est inédite sous la Vème République. Saluée par une série de communiqués de ses anciens ministres -qui sont autant de mots de condoléances, elle interroge nos institutions et plus largement les raisons pour lesquelles elle a été prise. Il serait facile de citer le Général de Gaulle qui dans ses Mémoires d'Espoir, évoquant la fonction présidentielle écrivait : "en aucun temps et dans aucun domaine, ce que l'infirmité du chef a, en soi, d'irréremédiable,

ne saurait être compensé par la valeur de l'institution". Le Chef de l'Etat sous la Vème République est un modèle et un exemple pour les citoyens mais aussi pour ses serviteurs. Les citoyens attendent qu'il incarne la fonction dans sa gravité et en lui conservant, dans le seul intérêt général, son mystère. L'institution présidentielle témoigne de sa force et plus largement du régime politique de la Vème République alors que dans n'importe quel autre en Europe, le chef de l'exécutif aurait été démissionné par sa propre majorité.

C'est grâce à la Constitution de 1958 que le Chef de l'Etat peut gouverner, notamment au moyen des outils du parlementarisme rationalisé mais aussi grâce à un puissant appareil d'Etat qui au sommet, l'assiste du Conseil d'Etat au corps préfectoral en passant par la Cour des Comptes, le corps diplomatique les services de police et de renseignement et l'Armée, sans compter avec l'organe régulateur des pouvoirs publics qu'est le Conseil constitutionnel. On l'a vu tout au long des événements tragiques qui se déroulés sur notre sol, ils sont par nature les piliers –mais rarement les vedettes- de la puissance publique et le soutien de son Chef, par l'esprit de dévouement et de loyauté -inégalé en Europe-dont ils font preuve en toutes circonstances.

Ce trait avait été souligné en 1959 par Georges Burdeau au travers la notion de "pouvoir d'Etat" puis par Jean-Louis Quermonne- qui aux côtés du pouvoir des partis assure la solidité de nos institutions face aux insuffisances de nos gouvernants. Faute de distance, ils sont à la merci du clapotis de l'actualité et de la mise en scène cynique et à court terme de quelques médias qui depuis longtemps comme le soulignait jadis René Rémond ne s'intéressent pour la plupart et de façon parfois morbide qu'à la polémique du jour- comme il y a le plat du jour -à 2017 bien sûr ou la recomposition du parti socialiste en 2022, et au jour le jour, à des déclarations insignifiantes de politiques commentées sur les plateaux par une armée d'experts, sondeurs, communicants, voire parfois d'universitaires en mal de reconnaissance académique.

Pendant ce temps, l'administration est au travail pour tente de mettre en musique les textes de lois adoptés par le Parlement, endurant une inflation législative démesurée et générée aussi par des effets d'annonces incessantes. Après tout, chacun fait son travail tout comme les 577 députés et les 348 sénateurs qui ploient sous le papier et les mails et sont noyés par leur nombre dans un océan médiatico-bureaucratique.

Que la Vème République soit fatiguée est une évidence et avec lui le service de l'Etat qui n'attire plus toujours les meilleurs, malmené par un pantouflage mal encadré, encombré d'entourages souvent inutiles et incompetents, de communicants. Cette gangue grandissante enlève l'action publique et l'étouffe.

L'institution présidentielle a été affaiblie par le quinquennat qui a aligné la durée du mandat présidentiel sur celui des députés. C'est si vrai que les partisans du septennat dont le signataire de ces lignes qui passaient en 2000 pour des nostalgiques se trouvent aujourd'hui réhabilités par la Commission Bartolone. Merci pour eux. Ensuite, sans dresser de palmarès, l'exercice de la fonction par les deux derniers présidents n'a pas contribué à la rehausser, sans compter avec le dernier quinquennat un délitement continu de la majorité parlementaire au vu des caméras. Enfin, les primaires ont raccourci le temps présidentiel puisque la campagne commence en réalité un an avant l'échéance. Elles peuvent favoriser la personnalisation du débat au lieu de celui des idées tandis que le manque d'incarnation et d'autorité du Chef fait dire à tous et chacun : pourquoi pas moi ? Elles présentent cependant et étrangement l'immense avantage de ne pas laisser aux états-majors des partis- c'était le vœu du Général de Gaulle- le choix des candidats. En plus, elles ne peuvent que très difficilement connaître la fraude dès lors que le nombre de votants est considérable, les procurations interdites, sans compter la contribution de deux fois deux euros qui rend la tricherie coûteuse et voyante en termes de pièces jaunes. La vraie question n'est donc pas d'en juger d'en haut mais de les organiser en bas. Elles ont dans un premier temps, déstructuré les partis, aujourd'hui à droite comme hier un moment à gauche, puis les ont remis à leur place.

Quant aux motifs qui ont conduit le Chef de l'Etat à ne pas se représenter, ce n'est sans doute pas la présence d'un candidat d'une droite ne rasant plus les murs alors que François Hollande rêvait d'un duel avec Nicolas Sarkozy. Alain Juppé eût-il été désigné que la banderole "Au secours la droite revient" aurait été aussitôt déployée. En l'état de la division de la gauche, François Hollande sous la menace à peine voilée de son Premier ministre -ce qui est aussi inédit sous la Vème République- n'était pas en mesure même de remporter la primaire socialiste. D'ailleurs, l'idée même qu'il ait pu s'y soumettre est ahurissante sur le plan institutionnel. Croire aussi que la victoire du candidat de la droite aux primaires tient à des seules idées économiques fait l'impasse sur la

défiance généralisée vis-à-vis du politique et de sa capacité à "changer la vie" mais aussi sur l'angoisse existentielle d'un certain nombre de citoyens quant à leur identité propre et le cadre des valeurs qu'ils pensent menacées et dans lequel se déploie l'action publique, qu'il s'agisse pour les uns de la famille ou pour les autres de l'immigration ou de la "menace islamiste". L'invitation du Pape dans le débat public et plus largement de la spiritualité est une première sous la Vème République, dans un pays où les médias n'en traitent généralement qu'avec ironie ou mépris sauf dans les documentaires consacrés au bouddhisme. Le Petit Q sur TMC si sympathique par ailleurs, consacre d'ailleurs désormais une séquence quotidienne de "cathobashing" qui ne heurte évidemment pas les autres religions ou communautés instituées. Si le candidat désigné avait été musulman, juif ou protestant affiché, probablement aurait-il fait de même sous le contrôle du CSA ? Après tout, on est libre de ne pas regarder la télé.

L'élection présidentielle est loin d'être jouée et il est facile aujourd'hui de vouloir expliquer le résultat des primaires un fois ses résultats connus, ils sont cependant instructifs aussi pour la gauche. À cet égard, il est patent que la grande majorité de l'électorat de droite –"et du centre"- tentée par un vote Fillon a envisagé de voter Alain Juppé parce qu'il était le seul à pouvoir éliminer Nicolas Sarkozy –comme une majorité de la gauche ne souhaitait plus de François Hollande. Lorsque qu'elle a été assurée au vu des derniers sondages, même loin de la vérité - qu'il était en tout état de cause éliminé, elle s'est tournée vers le candidat naturel de la droite –et non celui qui, malgré lui, était devenu celui du centre et des derniers vestiges de la chiraquie. Qui sera le François Fillon de la gauche ?

On a beaucoup parlé à ce sujet d'un vote "catholique" majoritairement de droite qui est d'intériorité et non pas d'identité. On sait depuis belle lurette que la religion est le facteur le plus prédictif du vote, quelle que soit la catégorie sociale et que les catholiques ont la tradition la plus "civique" en termes de participation. Les sondages ont constaté ainsi une surmobilisation au premier et plus encore au second tour de la primaire, en particulier des pratiquants en faveur de François Fillon. C'est ce vote qui a fait la balance mais éclaire aussi la dynamique qui a fonctionné chez le peuple de droite et déjà décrite dans l'Ancien régime et la Révolution, par Tocqueville puis théorisé sous le nom de "spirale du silence" par une sociologue allemande en 1970, Elisabeth Noëlle-Neuman. Montrant

comment le mépris de la religion devient une attitude largement répandue pendant la Révolution française tandis que l'Eglise se tait :

"Les hommes qui conservaient l'ancienne foi craignirent d'être les seuls à lui rester fidèles, et, redoutant plus l'isolement que l'erreur, ils se joignirent à la foule sans penser comme elle. Ce qui n'était encore que le sentiment d'une partie de la nation parut ainsi l'opinion de tous, et semblait dès lors irrésistible aux yeux mêmes de ceux qui lui donnaient cette fausse apparence."

Elisabeth Noëlle-Neumann, a généralisé cette hypothèse en s'appuyant sur ce concept d'un processus engendrant une "spirale" du silence. Compte-tenu du climat médiatique et de la pensée dominante, une opinion ne peut être exprimée en public, ni a fortiori un acte, sans risque d'une sanctions qui est d'abord morale : l'isolement voire la stigmatisation. A cette spirale peuvent résister des individus dotés d'un capital culturel et /ou d'une capacité morale liée à l'appartenance à une microsociété même isolée mais qui se reconnaît entre soi, dans le silence. Cette prise de conscience de ne pas être seul et de pouvoir constituer une force tranquille est diffuse mais peut se cristalliser rapidement. Elle peut tenir parfois en un geste. Pour ne citer qu'un exemple, en dehors des débats de la primaire, lorsque Charline Vanhoenacker a allumé un cierge pour François Fillon, elle n'imaginait pas combien elle a réveillé et conforté dans le monde catholique et plus largement dans le peuple de droite, ses certitudes. En sera-t-il de même d'une gauche fracturée en deux blocs irréconciliables selon Manuel Valls? C'est peu probable avec d'un côté le Front National et de l'autre Jean-Luc Mélenchon et sans que la gauche ait pu trouver ce socle identitaire commun qu'avait su, en son temps, construire François Mitterrand mais aussi un moment Lionel Jospin.

En tout état de cause, la fin de la récréation sera sifflée au lendemain du second des présidentielles.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Au PS, la bataille de la primaire est ouverte

Corinne Laurent

**Alors que le Parti socialiste est sous le choc de la décision de François Hollande de ne pas se représenter, Manuel Valls doit annoncer sa candidature lundi 5 décembre.**

**La primaire organisée par le PS les 22 et 29 janvier 2017 reprend de l'éclat avec un affrontement programmé des « deux gauches irréconciliables ».**



Lors de la convention nationale de la Belle Alliance populaire, samedi 3 décembre à Paris. / Benoît Tessier/Reuters

Après la décision de François Hollande de ne pas briguer un nouveau mandat, le Parti socialiste encaisse le choc. La grande convention nationale de la Belle Alliance populaire qu'il organisait samedi pour lancer sa primaire s'est déroulée dans une atmosphère étrange, entre hommages au président de la République et appels au rassemblement de la gauche.

Sonnés, militants et dirigeants semblaient comme en apesanteur devant la nouvelle page qui s'ouvre pour le PS. Alors que Manuel Valls avait annulé sa participation, tous étaient en attente de sa candidature.

« Si Hollande n'y va pas, dans la minute, je suis candidat », confiait le premier ministre à des proches en octobre. Présents dans les coulisses de la réunion de samedi 3 décembre, ses fidèles avaient pour mission de temporiser et ménager le parti, dont le soutien n'est pas automatique. « Il a le temps » et « il va avoir sa liberté », expliquait le député Philippe Doucet.

S'il veut se différencier de l'action conduite sous l'autorité de François Hollande, le chef du gouvernement n'a pas d'autre choix que de démissionner de Matignon. Instruit par l'échec de la candidature de Lionel Jospin, dont il était le conseiller en communication, lors de l'élection présidentielle de 2002, Manuel Valls sait qu'il est périlleux de conserver les deux casquettes.

### Qui participe à la primaire des 22 et 29 janvier 2017 ?

Avec l'entrée en lice de Manuel Valls, la primaire du PS, que l'on avait dit taillée pour François Hollande, connaît un regain d'intérêt. En premier lieu, elle va permettre l'affrontement de « deux gauches irréconciliables » – formule théorisée par le premier ministre lui-même – avec une gauche réaliste, dite « de gouvernement », incarnée par Manuel Valls, et une gauche dite protestataire, portée par pas moins de quatre candidats, les anciens ministres Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que le militant politique et syndical Gérard Filoche.

D'autres socialistes, Régis Passerieux, soutenu par le courant chrétien des « Poissons roses », et Fabien Verdier, défenseur des classes moyennes, ont fait part de leur intention d'être candidat. Hors du PS, le député François de Rugy, pour le Parti écologiste, l'ancien député européen, Jean-Luc Bennahmias, pour le Front démocrate, et Pierre Larrourou, investi par les militants de Nouvelle Donne, complètent l'affiche électorale.

Mais de nouvelles personnalités pourraient encore se dévoiler, après le forfait de François Hollande. Outre une éventuelle contre-offensive de l'ancienne garde des sceaux Christiane Taubira, les noms des ministres Najat Vallaud-Belkacem et Marisol Touraine ont été évoqués. Pour être assurés de concourir, tous ces prétendants devront réunir les parrainages requis d'ici au 15 décembre, date limite pour le dépôt des candidatures.

### Quels sont les rapports de force ?

Alors qu'il n'était « pas très pour une primaire au départ », rappelle un proche, Manuel Valls change les rapports de force du scrutin de janvier. « Face à Valls, le débat va être fracassant d'intérêt. Il arrive à prendre des candidats à la primaire de la droite sur leur droite ! », estime l'un de ses futurs adversaires. De fait, le premier ministre, qui avait obtenu seulement 5,63 % des suffrages à la primaire socialiste de 2011, n'est pas un «

candidat naturel », et le soutien qu'il peut escompter n'est pas spontané.

Si Manuel Valls peut déjà se prévaloir du soutien de plusieurs hollandais, comme les ministres Jean-Yves Le Drian et Michel Sapin qui jugent sa candidature légitime, d'autres semblent avoir moins d'allant, tel le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll. La façon dont le chef du gouvernement a mis la pression sur le président pourrait laisser des traces.

Ainsi, Démocratie 2012, groupe de soutiens et d'anciens condisciples de François Hollande à l'ENA, ne prend pas position, en « colère » envers « tous ceux qui, dans son camp, depuis le début du quinquennat, au cours des six derniers mois et au cours des quinze derniers jours, l'ont poussé à ce renoncement, sans précédent sous la Ve République ».

Malgré tout, les ralliements en faveur de Manuel Valls pourraient s'accélérer, à l'image du député aubryste Olivier Dussopt qui a souhaité dimanche 4 décembre que le premier ministre soit candidat « face à la droite et l'extrême droite ».

Cela étant, le principal lieutenant de Martine Aubry, l'ancien ministre François Lamy, réserve la réponse qui sera apportée par leur sensibilité. Les critiques de Martine Aubry sur la politique économique conduite par le couple exécutif sont de notoriété publique.

Mais alors que Martine Aubry inclinait vers un soutien à François Hollande, elle pourrait se montrer plus hostile envers Manuel Valls, l'enjeu étant le contrôle du parti après 2017. Certains des fidèles de la maire de Lille pourraient rallier Benoît Hamon qui se partage, avec Arnaud Montebourg, les faveurs des députés socialistes frondeurs.

### Quelles lignes politiques seront défendues ?

Pour aussi bien Manuel Valls qu'Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon, le défi est de devenir majoritaire à la primaire. Or souligne un dirigeant du PS, « on n'a que des ailiers – Valls et Montebourg ont conquis leurs positions par les ailes, à droite pour le premier, à gauche pour le second – et on n'a pas d'avant-centre ».

C'est pourquoi les proches de l'actuel premier ministre expliquaient samedi que leur mentor va « muter ». « Social-réformiste » et « républicain » qui assume de gouverner, Manuel Valls va donc davantage parler « classes populaires » et « dégâts

de la mondialisation », comme il l'a entrepris dans une tribune aux Échos le 23 novembre.

Quant à Arnaud Montebourg, il a rapidement saisi la nécessité de se recentrer. « Pour affronter un tel candidat ultralibéral (François Fillon, NDLR), il ne faut pas un candidat social-libéral. Il faut au contraire un candidat au cœur des gauches », a-t-il déclaré, affinant un positionnement jusqu'ici très centré sur les questions d'entreprise et de protectionnisme.

Au-delà de leurs projets, Manuel Valls, mais aussi Arnaud Montebourg, sur une ligne productiviste et souverainiste, et Benoît Hamon, sur une ligne plus écologiste et d'économie solidaire, devront expliquer en quoi ils sont ou non coresponsables du bilan du quinquennat. Avec pour objectif de rassembler le plus largement à gauche. À ce stade, les conditions sont loin d'être réunies puisque ni Jean-Luc Mélenchon ni Emmanuel Macron n'ont accepté de participer à la primaire du PS.

LA CROIX

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Présidentielle 2017 : Manuel Valls, candidat, quittera Matignon mardi

Les Echos



Manuel Valls va démissionner de son poste à Matignon pour se consacrer à la primaire de la gauche - AFP/ GALI TIBBON



**Après le renoncement de Hollande, Manuel Valls a officialisé depuis son fief d'Evry, sa candidature à la primaire à gauche.**

Quatre jours après le renoncement de François Hollande à briguer un second mandat à l'Élysée, Manuel Valls s'est lancé dans l'élection présidentielle depuis son fief d'Evry (dans l'Essonne), dans le cadre de la primaire de la gauche. Dès mardi, il démissionnera de ses fonctions de Premier ministre, a-t-il annoncé.

Ce direct est désormais terminé. Retrouvez l'essentiel des déclarations de Manuel Valls ci-dessous.

### **19h15 Les proches de Hollande attendent encore des gages de Valls**

Si certains proches de François Hollande (Jean-Yves Le Drian, Michel Sapin, Didier Guillaume ou Patrick Kanner) devraient rallier Manuel Valls sans états d'âmes, d'autres ne veulent pas lui donner un blanc-seing. En tout cas pas tout de suite. Les détails dans notre article.

### **18h54 "Je veux conduire la gauche à la victoire"**

"Nous sommes dans un moment historique, grave et passionnant qui est le fruit d'un paradoxe. Alors même que l'espoir semble s'éloigner, le peuple français n'a jamais eu autant envie de reprendre les rênes de son destin.

On nous dit que la gauche va perdre, mais rien n'est écrit", a affirmé Manuel Valls, ciblant la droite et l'extrême droite.

"Nos vies valent mieux que nos pronostics. La gauche, c'est refuser les déterministes, les carcans et les schémas pré-établis. Je veux conduire la gauche à la victoire. Je veux faire gagner tout ce qui nous rassemble" a-t-il conclu son discours.

### **18h49 "Je veux mettre la France à la hauteur d'un monde nouveau"**

"Il faut aller chercher ce qu'il y a de meilleur dans chacun de nous. Les Français ont besoin de retrouver un esprit, une société moins dure, plus fraternelle, plus morale" a affirmé le nouveau candidat à l'élection présidentielle.

"Je veux mettre la France à la hauteur d'un monde nouveau, la mondialisation doit être mis au service des peuples."

"Ne pas subir la mondialisation, c'est [...] refonder le projet européen. Je veux une Europe forte dans le monde qui investit dans la jeunesse, le social. C'est miser plus encore sur le génie créatif, notre compétitivité, nos entrepreneurs, nos salariés", a-t-il ajouté.

### **18h45 Manuel Valls disserte sur "l'esprit français"**

Le Premier ministre a élaboré sur ce qui faisait "l'esprit français", en réunissant la French Tech, la langue française, la volonté de "voir grand pour le monde" avec l'engagement au Mali ou pour l'environnement.

### **18h42 "Je veux faire gagner ce qui nous rassemble"**

"Quand on a gouverné avec François Mitterrand, Lionel Jospin, François Hollande, on partage une histoire. Je veux faire gagner ce qui nous rassemble", a affirmé Manuel Valls. "La primaire qui s'ouvre est un formidable moyen pour recréer l'unité. J'invite tous les Français qui refusent l'extrême-droite, qui refuse la régression sociale que propose François Fillon [...] à venir nombreux", a-t-il ajouté.

### **18h38 "Une France indépendante"**

Manuel Valls "veut une France indépendante, inflexible sur ses valeurs face à la Chine, la Russie, l'Amérique, la Turquie, il faut dans ce monde une expérience forte. [...] J'ai cette expérience", a-t-il affirmé. "Le FN est aux portes du pouvoir. A nous tous de la renvoyer dans les cordes. Je veux me battre dans cette campagne contre la droite, son candidat, son programme avec ses vieilles recettes des années 1980", a-t-il ajouté. "Je ne veux pas que les fonctionnaires travaillent plus pour gagner moins."

### **18h37 Manuel Valls démissionnera demain**

"Je n'ai jamais cédé à la tentation de quitter le collectif" aux côtés de François Hollande, a affirmé Manuel Valls. "En accord total avec le président de la République, je quitterai mes fonctions dès demain", a-t-il ajouté.

### **18h35 "Oui, je suis candidat"**

"Oui, je suis candidat à la présidence de la République" a déclaré Manuel Valls. "J'ai cette force en moi, la volonté de servir", a ajouté le Premier ministre. "J'ai fait mon devoir sans jamais me ménager, en parfaite loyauté avec le souci constant d'être à la hauteur de la mission que m'a confié le chef de l'Etat".

### 18h22 Manuel Valls perd un point de popularité avant sa déclaration de candidature

Selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio publié ce lundi 5 décembre, le Premier ministre perd un point d'approbation avec 33% d'approbation, contre 34% en novembre. A l'inverse, François Hollande gagne 13 points en un mois pour grimper à 29 %, après sa décision de ne pas briguer de second mandat.

### 14h10 - Pour Martine Aubry, il n'est "pas évident" de soutenir Valls

"Je serai présente pour soutenir un candidat qui représente le coeur des valeurs du Parti socialiste", a dit Martine Aubry devant la presse. "C'est Manuel Valls ?" lui a-t-on demandé. "Ce n'est pas évident, on va voir", a répondu la maire de Lille avant de s'éclipser. "Le problème est de savoir comment on est unis, non pas autour d'un homme providentiel ou d'une femme providentielle, mais autour de nos valeurs", a-t-elle souligné. Martine Aubry avait annoncé il y a six mois qu'elle ne se présenterait pas à la présidentielle.

### 13h00 - Manuel Valls à l'Elysée

Manuel Valls a quitté l'Elysée peu après 14H00 après avoir partagé avec François Hollande ce qui était vraisemblablement leur ultime déjeuner traditionnel du lundi.

### 9h00 - Stéphane Le Foll ne dirait pas non à Matignon

Stéphane Le Foll a déclaré qu'il ne refuserait pas le poste de Premier ministre s'il lui était proposé. "Je fais partie des trois ministres - plus le porte-parolat - qui sont restés en responsabilité (depuis le début du quinquennat), je crois que j'ai acquis une expérience et une vision des choses qui peut tout à fait justifier le fait qu'on cite mon nom", parmi les futurs locataires potentiels de Matignon, a souligné le porte-parole du gouvernement.

Parmi les successeurs possibles de Manuel Valls au poste de Premier ministre, plusieurs noms circulent, dont ceux de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, Jean-Yves Le Drian (Défense) ou encore Marisol Touraine (Santé).

### 8h20 - Pour Montebourg, Valls aura du mal à rassembler

Sur Sud-Radio/Public Sénat, Arnaud Montebourg, candidat à la primaire organisée par le PS, a estimé qu'il serait "difficile" pour Manuel Valls, "théoricien des gauches irréconciliables", de rassembler les gauches autour de sa future candidature. Interrogé sur le bilan de Manuel Valls, Arnaud Montebourg a d'abord renvoyé au bilan du quinquennat de François Hollande. "La gauche n'a pas redressé le pays et (...) a disloqué son camp", a-t-il estimé, regrettant un "échec" de la politique de François Hollande. "Et Manuel Valls est à la tête de cette politique qui a échoué", a-t-il poursuivi, ajoutant cependant qu'il ne connaissait pas pour l'instant "son projet".

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**VI) Licencié avec la bénédiction de Myriam El Khomri**

Bruno Vincens

**La ministre du Travail a autorisé le licenciement de Stéphane Bueno, travailleur handicapé et militant CGT.**



Toulouse, correspondance. Myriam El Khomri fait encore parler d'elle. La ministre du Travail, six mois après le recours qui lui a été adressé, a validé le licenciement de Stéphane Bueno. Elle a superbement ignoré le rapport du médecin du travail qui stipulait que cet ouvrier métallurgiste en fauteuil roulant, à condition d'aménager son poste de travail, était apte à exercer un emploi. Myriam El Khomri a préféré donner sa bénédiction à la direction du sous-traitant aéronautique Ratier-Figeac, qui veut se débarrasser de ce travailleur handicapé, militant CGT de surcroît.

Stéphane Bueno a passé plus de vingt-trois ans dans l'usine de Ratier-Figeac, dans le Lot, d'où il a été licencié en janvier 2016(1). En 1998, le jeune homme ressent les premiers symptômes du mal sournois qui attaque son système nerveux : la sclérose en plaques. Cette maladie neuro-dégénérative n'entame pas sa volonté de poursuivre son travail, ni ses activités syndicales. Au fil des années, la direction l'affecte à différentes tâches, et il se voit éloigné de la production, se retrouve contre son gré à compter les denrées alimentaires qui arrivent au restaurant d'entreprise.

Les progrès de la maladie l'obligent à ne plus travailler que trois matinées par semaine, soit 14 heures. La direction de Ratier-Figeac saisit alors la médecine du travail. Ah, si Stéphane Bueno pouvait être déclaré inapte !... Le rapport médical, même s'il exclut certaines tâches, ne va pas dans ce sens. La direction passe donc en force. On a pourtant du mal à croire que l'importante usine Ratier-Figeac (1 200 salariés), appartenant

au puissant groupe nord-américain UTC, ne puisse pas aménager un poste de travail pour Stéphane Bueno. Mais l'inspection du Travail autorise le licenciement, confirmé, on s'en doutait un peu, par Myriam El Khomri. Stéphane Bueno, quant à lui, poursuit son combat et a porté l'affaire devant le tribunal administratif de Toulouse.

**l'Humanité.fr**

## **A Suivre... La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)

